

Outil de politique



#7

Financement du commerce

Outil de politique

Soutenir la diffusion des technologies et équipements liés au climat grâce à la facilitation et à l'augmentation du financement du commerce, notamment les prêts et garanties.

#7 Financement du commerce



Qu'est-ce que le financement du commerce?

Le financement du commerce comprend les facilités de crédit utilisées par les importateurs et les exportateurs pour faciliter le commerce international. Ces instruments permettent de pallier les risques et le décalage entre le moment où l'exportateur veut recevoir un paiement pour la production et l'expédition des marchandises et le moment où l'importateur reçoit effectivement ces marchandises; cela rend plus accessible la participation aux transactions commerciales internationales pour les importateurs et les exportateurs.

Comment le financement du commerce peut-il contribuer à atténuer les changements climatiques et à s'y adapter, en particulier dans les économies en développement?

Pour assurer la fluidité de flux commerciaux mondiaux de plus de 25 000 milliards d'USD, il faut un marché du financement du commerce qui fonctionne bien et qui réponde aux besoins des négociants, en particulier ceux des économies en développement, dans lesquelles les demandes de financement sont les plus susceptibles d'être rejetées. En effet, 60% à 80% du commerce mondial dépend du financement du commerce, comme les crédits commerciaux et assurances/garanties, principalement un financement à court terme. Les chaînes d'approvisionnement internationales s'appuient sur des opérations complexes de financement, qui optimisent les flux de paiements tout au long de la chaîne des fournisseurs, y compris pour les PME.

D'une manière générale, l'offre de financement du commerce ne répond à la demande que dans certaines régions du monde. Selon de récentes études de l'OMC et de la SFI sur les régions de l'Afrique de l'Ouest et du Mékong, le financement du commerce disponible profite principalement aux importateurs et aux exportateurs bien établis et n'est pas accessible à nombre de PME et d'entreprises dirigées par des femmes. Dans ces économies, 25% tout au plus des échanges bénéficie d'un financement du commerce. Les études montrent que si la part des échanges couverts par le financement passait de 25% à 40%, les flux commerciaux annuels augmenteraient de 8% en moyenne, ce qui entraînerait une hausse de 80%

Financement du commerce pour les projets concernant le climat: le cas de la Banque asiatique de développement (BAsD)

Le Programme de financement du commerce et des chaînes d'approvisionnement de la Banque asiatique de développement (BAsD) vise à combler le déficit de financement du commerce, qui s'est creusé pour atteindre 2 500 milliards d'USD en 2022 d'après les estimations. Depuis 2009, ce programme a soutenu des échanges commerciaux d'une valeur de 67 milliards d'USD grâce à des garanties, à des prêts et à une amélioration des connaissances. Conformément à sa volonté de rendre le commerce régional et les chaînes d'approvisionnement plus respectueux de l'environnement et plus résilients, la BAsD soutient également les transactions qui contribuent à la réalisation des objectifs climatiques globaux des économies. Par exemple, la BAsD a collaboré avec la Basisbank pour soutenir Panex, une entreprise géorgienne qui produit des panneaux de construction thermiques innovants qui réduisent le gaspillage énergétique. La BAsD a accordé 2 millions d'USD à Panex pour l'aider à importer des matières premières efficaces d'un point de vue énergétique et à exporter ses produits vers l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Les bâtiments sont responsables d'environ 40% de la consommation mondiale d'énergie. Le partenariat de la BAsD avec la Basisbank et la société Panex contribue à réduire les émissions de GES en Géorgie et dans les pays voisins.

des flux commerciaux en dix ans (OMC et SFI, 2022, OMC et SFI 2023).

En parallèle, d'importants efforts ont été entrepris pour explorer «l'écologisation du financement du commerce» (voir l'encadré), en particulier dans le contexte de l'Arrangement de l'OCDE sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public. En octobre 2021, les participants à l'Arrangement de l'OCDE sont convenus de mettre fin à l'octroi de crédits à l'exportation et d'aide liée pour les centrales électriques conventionnelles au charbon (c'est-à-dire l'alimentation au charbon sans captage, utilisation et stockage du carbone) (OCDE, 2022b). En mars 2023, ils sont aussi convenus du principe d'élargir

la portée des projets verts ou respectueux du climat susceptibles de bénéficier de délais de remboursement plus longs, comme le permet l'Accord sectoriel sur le changement climatique, qui prévoit d'accorder des modalités financières adaptées pour des projets dans certains secteurs identifiés comme contribuant de façon significative à l'atténuation du changement climatique. La portée élargie couvre à présent la production d'énergie écologiquement durable, le captage, le stockage et le transport de CO₂ et la transmission, la distribution et le stockage d'énergie. Elle vise aussi l'ammoniac et l'hydrogène propres, la production manufacturière faiblement émettrice de carbone, le transport à émissions nulles ou faibles et les minéraux et minerais extraits à l'aide d'énergies propres.

On dispose encore de peu de renseignements sur l'écart spécifique entre l'offre et la demande de financement du commerce pour les biens liés au climat, mais il est probablement du même ordre que le déficit du financement du commerce global et devrait être comblé pour accroître le commerce des produits et technologies nécessaires à la transition vers une économie sobre en carbone et à l'adaptation aux changements climatiques.

Les projets essentiels pour décarboner nos économies, comme la construction de centrales fonctionnant aux énergies renouvelables, dépendent de l'importation d'intrants abordables fournis par des fabricants d'autres économies. Il en va de même dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques; là encore, le commerce international est essentiel pour de nombreuses économies en développement qui cherchent des variétés végétales résistantes à la sécheresse ou des produits permettant d'adapter les infrastructures urbaines pour qu'elles résistent aux crues subites ou aux canicules.

Le commerce international joue donc un rôle crucial car il permet aux produits nécessaires à l'action climatique de parvenir à ceux qui en ont le plus besoin en temps opportun et à un coût abordable. Si les flux de financement du commerce ne sont pas suffisants pour faciliter l'importation d'intrants essentiels, de nombreux projets liés au climat peuvent être retardés ou annulés.

Quelles mesures pourraient être prises pour améliorer les flux de financement du commerce en faveur des produits et projets liés au climat et les aligner sur les plans plus larges en matière d'action climatique?

Les banques indiquent que la difficulté qu'ont les emprunteurs à satisfaire aux prescriptions des banques qui financent le commerce, l'insuffisance des garanties

pour les risques – perçus comme élevés – des emprunteurs et la pénurie de financement à faible coût font partie des freins courants à la disponibilité du financement du commerce.

Pour remédier au déficit de financement du commerce, il est important que les parties concernées – y compris les banques privées (qui représentent la majeure partie du marché du financement du commerce), les organismes de crédit à l'exportation et les banques régionales de développement – redoublent d'efforts pour mobiliser des ressources dans le but de renforcer les programmes de financement du commerce. Une façon d'arriver à cette fin consiste à conjuguer les efforts de ces parties pour élaborer des mécanismes de partage des risques afin de soutenir le commerce des produits qui sous-tendent la transition énergétique et les projets d'adaptation aux changements climatiques. Par exemple, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement s'est associée à des institutions financières pour promouvoir les transactions commerciales internationales qui diffusent des technologies vertes sur leurs marchés.

Les efforts déployés aux niveaux multilatéral, régional et national pourraient viser à mettre en commun les ressources chaque fois que cela est possible et à mettre au point des mécanismes de partage des risques qui soustraient le secteur privé à une partie des risques, y compris en encourageant le cofinancement entre les différents fournisseurs de financement du commerce. Les flux de financement du commerce peuvent aussi être développés en renforçant la capacité des prêteurs locaux, en intensifiant les relations bancaires, en améliorant l'accès pour les PME et les entreprises dirigées par des femmes et en aidant à la prise de décision grâce à des données de meilleure qualité. De telles mesures nécessitent une action coordonnée de la part des institutions financières, des responsables politiques nationaux, des organismes de réglementation et des organisations internationales.

Le financement de l'action climatique est de plus en plus étroitement lié à celui de l'Aide pour le commerce, notamment dans le domaine des infrastructures pour les énergies renouvelables. Il s'agit d'un domaine dans lequel l'Aide pour le commerce et diverses parties prenantes clés peuvent jouer un rôle de catalyseur en aidant à mobiliser des financements pour les infrastructures vertes et en aidant le secteur privé à tirer parti des possibilités offertes par l'économie sobre en carbone ([OMC, 2022b](#)).

En outre, l'assistance technique fournie par les organismes de développement régionaux ou multilatéraux peut être axée sur la mise à disposition

de programmes de facilitation du financement du commerce pour les économies en développement, afin de renforcer les services de financement du commerce de leurs institutions financières. L'OMC et la SFI travaillent déjà avec des petits négociants et des institutions financières opérant au niveau local afin de mieux comprendre l'écosystème du financement du commerce et d'améliorer l'accès à des programmes de formation en matière de financement du commerce sur les marchés émergents, principalement en Afrique.